

Recherches sociographiques



Paul-André LINTEAU, René DUROCHER, Jean-Claude ROBERT,
Histoire du Québec contemporain

Susan Mann Trofimenkoff

Volume 21, Number 1-2, 1980

La Nation

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/055879ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/055879ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Département de sociologie, Faculté des sciences sociales, Université Laval

ISSN

0034-1282 (print)

1705-6225 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Trofimenkoff, S. M. (1980). Review of [Paul-André LINTEAU, René DUROCHER, Jean-Claude ROBERT, *Histoire du Québec contemporain*]. *Recherches sociographiques*, 21(1-2), 190–193. <https://doi.org/10.7202/055879ar>

Tous droits réservés © Recherches sociographiques, Université Laval, 1980

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

<https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/>

érudit

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

<https://www.erudit.org/en/>

demeurer improductif. Pour ma part, je crois que l'intolérance à l'égard du phénomène religieux, la servilité à l'égard de Moscou, les inutiles provocations à l'égard de la population catholique, le refus du nationalisme canadien-français ont pesé lourd, très lourd, dans le destin du P.C., en le rendant un corps étranger inassimilable par le corps social québécois. L'auteur cite d'ailleurs cette phrase de Laurendeau: « Pouragan aurait pu être socialiste ». C'est précisément quand le P.C. met une sourdine à ces éléments inassimilables que régresse le phénomène de rejet et qu'il recrute des membres et des sympathisants. Si une minutieuse analyse de ces éléments n'avait point modifié la thèse du livre, elle aurait eu le mérite de nous faire mieux comprendre la vivacité, l'ampleur et la vigueur de la réaction anticommuniste que l'auteur se contente de décrire de l'extérieur, avec les yeux de ceux qui en ont été victimes. Cette réaction, il eut fallu l'analyser davantage de l'intérieur, à partir des sources catholiques et gouvernementales. Chemin faisant, l'auteur aurait enrichi son information sur le P.C. car l'Église et l'État avaient des informateurs bien renseignés. Il aurait peut-être pu recueillir des données précises et continues sur le *membership* et les sympathisants du P.C., de même que sur les associations qu'il contrôlait. La pauvreté des données quantitatives, tant sur le P.C. que sur certains aspects de la conjoncture économique, constitue une autre lacune qui affaiblit les conclusions de l'auteur. Ainsi il importerait de savoir avec plus de précision dans quelle mesure le niveau de vie et la consommation se sont élevés entre 1940 et 1950, quelles sont « ces larges fractions de la classe ouvrière » qui en ont bénéficié, dans quelles catégories de travailleurs le P.C. recrutait ses membres et ses sympathisants durant les diverses phases de son développement, etc.

Les sources catholiques, jointes aux sources gouvernementales, pourraient être éclairantes sur ces questions et sur bien d'autres, tout comme elles révéleraient peut-être que c'est une illusion de croire que, déjà entre 1940 et 1950, les « obstacles idéologiques » au P.C. disparaissent, du fait d'une sécularisation progressive de la société.

En publiant cet ouvrage, l'auteur n'avait pas la prétention de vider une question, mais de bien poser un problème et d'y apporter une réponse plausible, quitte à ce que d'autres continuent sur sa lancée. En ce sens, *Communisme et anticommunisme au Québec*, parce qu'il incite à la recherche et à la réflexion, est un volume réussi.

Jean HAMELIN

Département d'histoire,
Université Laval.

Paul-André LINTEAU, René DUROCHER, Jean-Claude ROBERT, *Histoire du Québec contemporain. De la Confédération à la crise (1867-1929)*, Montréal, Boréal Express, 1979, 660p.

Il y a douze ans, Jean-Pierre Wallot prédisait la « perte » de toute une génération d'historiens, nécessairement « perdue » dans les études particulières, avant qu'on n'ait une synthèse de l'histoire québécoise contemporaine. Est-ce que René Durocher ou Paul-André Linteau étaient là, au casse-croûte de l'Université de Montréal? Je ne m'en souviens pas. Est-ce qu'ils connaissaient déjà Jean-Claude Robert? Effectivement, nous nous sommes « perdus » chacun dans la production de monographies, en forme de thèse, d'article ou de livre, sur les aspects particuliers de l'histoire du Québec. Et tant de nos collègues s'y sont également mis à l'œuvre qu'en moins de douze ans — moins de la moitié d'une génération « normale » — nous nous sommes retrouvés dans les orientations bibliographiques de la synthèse faite par trois des « perdus », qui se sont trouvés, encore jeunes et très téméraires, avec une *Histoire du Québec contemporain*. Ils ont même pu profiter d'un éditeur qui sait travailler sur les manuscrits où l'encre n'est pas encore sèche, ce qui excuse les quinze erreurs typographiques ou autres dénichées dans 660 pages, toutes négligeables (sauf celle à propos du Règlement 17 qui est complètement faussé), mais qui méritent d'être corrigées avant les prochaines impressions que ce volume connaîtra. Ainsi ont-ils livré aux étudiants, aux professeurs et au grand public, une œuvre magnifique.

Il y a quinze ans également un jeune professeur à Laval passait son temps entre la bibliothèque et son cours hebdomadaire sur l'économie québécoise de 1850 à 1900. Nous le voyions, les étudiants, tout excité et surpris devant ses dernières découvertes qu'il nous divulguait de semaine en semaine jusqu'à ce que, rendu à la fin de l'année, nous, les privilégiés, ayons dans nos notes de cours, un brouillon de l'*Histoire économique du Québec* que Jean Hamelin, en collaboration avec Yves Roby, publierait quelques années plus tard. Depuis ce temps monsieur Hamelin a incité maints étudiants et dirigé maintes équipes de recherche pour produire un ensemble imposant d'instruments de travail sur les travailleurs, les grèves, la presse, les idéologies, etc. Si Jean Hamelin n'existait pas, nos trois auteurs auraient dû l'inventer, car leur livre lui doit beaucoup en conception et en données, comme ils le reconnaissent.

Le livre constitue donc un monument au renouvellement de l'histoire québécoise depuis quinze ans. Mais tout en nous révélant la richesse de cette historiographie, les trois auteurs ont sculpté le monument bien à leur façon. Solidement planté dans la géographie et la population, le socle est économique, le tronc social, les ailes, légèrement à la baisse, politiques et culturelles. Influencés par les sciences sociales et le marxisme (« *garden variety* » : qu'aucun lecteur n'en ait peur), les auteurs nous présentent les *patterns* plus que les politiciens, l'économie plus que les étoiles, les taux de mortalité plus qu'un mourant et la conjoncture plus que la conscription. En même temps, ils profèrent des leçons fort utiles aux marxistes et aux gens des sciences sociales : la complexité du passé est soulignée par le format thématique qui nécessite la répétition, par la sensibilité des auteurs aux courants canadiens, nord-américains et mondiaux, ainsi qu'aux courants historiographiques qui forment le contexte de l'histoire québécoise, et par leur effort de toucher à tout, y compris les femmes, dans un style clair et simple. Clio, dans sa forme québécoise la plus récente, est fort belle.

Et séduisante. Les auteurs nous offrent une vision du monde québécois en deux grands volets, 1867 à 1896 et 1896 à 1929. Chaque période correspond au volet économique, à la baisse lors de la première, à la hausse pour la deuxième. La clef explicatrice de chaque période est l'industrialisation qui, au début, va créer les villes, les réseaux de communication en forme de chemins de fer, les groupes sociaux comme la classe ouvrière, et les dirigeants traditionnels — politiciens et clergé — agissant à la manière de Mackenzie King, constamment à l'écoute et à la course pour se sentir à la tête de la société. Ainsi pour la deuxième période, où l'exploitation des ressources naturelles va ouvrir de nouvelles régions, va mener à la monopolisation et ainsi à la marginalisation de la moyenne bourgeoisie, surtout canadienne-française ; où l'industrialisation va continuer à attirer les gens de la campagne vers les villes ; où les réseaux de communication deviennent les journaux, la radio, l'école, la voirie et la politique municipale permettant le développement d'une petite bourgeoisie en dépit des efforts héroïques d'encadrement par une église omniprésente mais loin d'être omnipotente. Si le processus frappe les auteurs jusqu'au lyrisme : « l'ensemble de l'économie [...] connaît une mutation profonde annonciatrice de l'ère industrielle » (p. 140), les résultats sont loin d'être glorifiés. Car les auteurs ne voient, entre groupes, et classes, et sexes, que les liens de pouvoir et d'exploitation. Et ils ne voient de salut pour les victimes qu'en s'organisant et en revendiquant. C'est ainsi qu'ils nous offrent autant de pages sur les Chevaliers du travail, le féminisme et le parti ouvrier que sur l'ultramontanisme et les partis libéral et conservateur.

Ajoutant à la nouveauté et à la séduction du volume sont les illustrations. Sous leur forme picturale, elles sont soigneusement choisies, pour ajouter quelque chose au texte et non seulement l'accompagner. Conscients peut-être que leur approche élimine les personnages de l'histoire (les seuls individus sont les politiciens et ils n'arrivent que très tard sur scène), et risque de faire crier au lecteur « Mais où sont les Québécois dans votre livre, messieurs ? », les auteurs ont peuplé leur manuscrit de dessins, photos et peintures. Les illustrations de la vie ouvrière et rurale servent aussi d'indice de l'état encore limité de nos connaissances ; celle de M^{re} Bourget, à la p. 237, en dit plus sur la puissance cléricale que tout traité d'ultramontanisme. Mais les illustrations verbales sont parfois aussi frappantes. Ainsi les auteurs forment-ils des liens entre le lait et le chemin de fer, le bois de

chauffage et l'urbanisation, le catalogue Eaton et le déclin du monde rural. La Clio de Linteau, Durocher et Robert est pour tout le monde.

Elle reste tout de même troublante, comme toute Clio se doit. S'avérant une synthèse de l'état actuel de la recherche, et ainsi permettant aux auteurs de se protéger contre la première critique de toute recension, l'ouvrage reste plutôt thématique. Les quatre domaines — l'économique, le social, le politique et le culturel — demeurent quatre couloirs indépendants. Le manque d'intégration est particulièrement évident dans les sections littéraires et artistiques, ce qui laisse le lecteur songeur sur l'approche générale des auteurs tout le long de l'ouvrage. Avouant des limites à leur témérité, les auteurs ont engagé deux collègues, Sylvain Simard et François-Marc Gagnon, dans le *sweating process* intellectuel, chacun ayant à produire un survol de quelques pages sur la littérature et la peinture québécoises, mais à la taille des trois auteurs. Que les deux soient mal à l'aise là-dedans est évident. Ils ont dû étouffer leur appréciation esthétique des œuvres pour les réduire aux relations matérielles de l'artiste-client au bourgeois-patron. Que les rapports sociaux n'échappent pas aux artistes, j'en conviens, mais que l'aventure humaine se limite à ces rapports sociaux, je me demande. Et ainsi revient-on à la conception générale de l'ouvrage. Qu'est-ce qui peut avoir été laissé de côté pour assurer le formalisme des rapports économiques et sociaux? Peut-on vraiment espérer que tout ce qui manque est un peu plus de recherche? Que quelques thèses de plus sur la vie ordinaire des gens, leurs amusements, leurs fêtes, leurs attitudes face à la vie, à l'amour et à la mort, suffiront pour combler les vides? Ou ne faudrait-il pas une approche encore plus globalisante, une remise en question de la supposition de base des auteurs, que toute relation en est une d'exploitation?

Quelquefois aussi les auteurs demandent un peu trop de leurs ancêtres. S'attendant à ce qu'eux aussi remettent en question les institutions qui les oppriment, ils critiquent ouvriers, femmes, philanthropes et politiciens de leur velléité devant les problèmes criants de pauvreté, de logement et d'enseignement. A-t-on de nos jours les vraies solutions à la pauvreté? Devrait-on s'y attendre d'un État libéral, partageant une attitude de non-intervention avec les institutions religieuses toutes prêtes à panser un problème perpétuel, voulu peut-être même par Dieu, avec l'assistance d'une armée de volontaires féminins? Grâce à une idéologie — celle des deux sphères — qui n'est pas traitée dans ce livre et qui aurait aidé les auteurs à comprendre non seulement les débuts du bien-être social mais aussi le féminisme et l'opposition qu'il a soulevée, les femmes de la bourgeoisie ont fourni leur propre *cheap labour* à l'État. Et aussi longtemps qu'elles n'avaient pas de voix publique, n'allaient-elles pas voir plus loin que l'assistance individuelle aux malheureux.

Un aspect plus amusant que troublant de cet ouvrage est l'effort héroïque des auteurs pour cacher leur nationalisme. L'effort est encore plus louable dans la mesure où il réussit. Sachant que Jean-Claude Robert est l'auteur *Du Canada français au Québec libre*, et que l'historiographie québécoise est imprégnée du nationalisme, le lecteur averti s'étonne du ton équilibré et modéré du livre. Mais il peut quand même lire que « le Québec n'est pas maître de son développement » (p. 135) dans un texte où les acteurs principaux ne sont ni les États ni les personnages mais plutôt les forces aveugles de l'économie. Et les auteurs peuvent taquiner la Confédération parce que ses structures ont donné libre place à l'expansion de l'Église, et en même temps parler de la Confédération comme d'« un pas en avant » (p. 319) parce qu'elle crée un « État » où les Canadiens français sont majoritaires. Évitant momentanément l'approche comparative, ils peuvent laisser l'impression que le Québec, de toutes les provinces, fut subordonné délibérément au gouvernement fédéral. Et tout en étant assez durs envers les nationalistes du passé, ils réussissent à sympathiser avec ceux des années 1900 et 1920 qui prônaient l'intervention de l'État dans l'économie québécoise, même si l'intervention voulue aurait aidé une bourgeoisie... canadienne-française cette fois. Tout ça pour dire que ce livre, avec son accent nettement mis sur les relations entre les classes, n'a pas encore résolu le problème classe-ethnie.

Ainsi, Clio, même dans cette nouvelle forme, reste-t-elle insaisissable. Et c'est tant mieux. Car cet ouvrage nous invite à la recherche autant qu'à l'admiration et la reconnaissance. Chaque lecteur y trouvera une piste prometteuse: la culture populaire, les Indiens, les colons, les liens entre les élites, les liens entre les idéologies (comment un libéralisme de type économique peut-il se marier à

un conservatisme de type social et politique?), le monde des affaires, l'Église comme bureau de placement, tant de domaines à explorer.

Qui sait, cet ouvrage permettra peut-être, mais tout inconsciemment, une renaissance de l'histoire politique : on voudra tant savoir comment certains individus ont essayé de maîtriser toutes ces structures laocooniennes que les auteurs ont mises en place. Et surtout faudra-t-il des études sur une institution reconnue par les auteurs comme la base de l'économie rurale et de l'idéologie conservatrice mais qui n'est pas examinée du tout : la famille. En l'étudiant, peut-être verra-t-on qu'elle forme la base également du mode de vie des protestants, qu'elle fournit les liens qui assurent l'ascendance de la grande bourgeoisie et l'élargissement de son réseau de contrôle ainsi que ses relations avec les politiciens. On y apercevra peut-être l'élément de cohésion et non de désintégration pour les citoyens récemment arrivés de la campagne. Existe-t-il un lien entre les changements dans la famille et le fait qu'une des plus grandes industries québécoises fut celle de l'alimentation ? Ou un autre entre l'hostilité, y compris celle des femmes, envers un rôle public pour celles-ci et leur importance au sein de l'économie rurale ? Et un autre encore entre la diminution de cette activité économique et la croissance du nombre des religieuses : là où la famille n'offrait plus le travail voulu aux femmes, en quantité, qualité ou récompense, ne se seraient-elles pas tournées vers les horizons occupationnels plus larges qu'offrait l'Église ?

Ainsi reste-t-il bien du travail pour les générations futures d'historiens. Qu'elles se mettent à l'œuvre. L'heure de l'histoire est avancée. Chapeau aux sculpteurs-historiens Linteau, Durocher et Robert qui ont su nous façonner une Clio tellement riche.

Susan MANN TROFIMENKOFF

*Département d'histoire,
Université d'Ottawa.*

Denis MONIÈRE, *Le développement des idéologies au Québec, des origines à nos jours*, Montréal, Québec/Amérique, 1977, 381p.

André-J. BÉLANGER, *Ruptures et constantes*, Montréal, HMH, 1977, 219p.

Deux ouvrages portant sur les idéologies de la société québécoise, dus à deux politologues et parus en 1977, n'ont pas été signalés dans notre revue. Cette lacune étant imputable à un trouble de fonctionnement dans notre système de recension, il nous faut y revenir. Car il s'agit de deux livres importants : après s'être vu décerner deux prix, le premier a connu un rapide succès de librairie et fait désormais figure de classique abondamment cité ; passé plus ou moins inaperçu, l'autre apporte un éclairage précieux sur l'évolution de l'intelligentsia québécoise.

Malgré plusieurs tentatives, il m'a été impossible de venir à bout d'une simple lecture cursive du *Développement des idéologies...* De me heurter, dès le premier chapitre, à une triple ineptie telle que « ces historiens [Hamelin et Ouellet] marchent sur la tête. Ils expliquent les classes sociales par les idées qu'elles se font d'elles-mêmes, au lieu de considérer cette question en partant de la place occupée dans le procès de production » (59) n'était pas pour me faciliter le travail. Le livre m'a agacée et ennuyée au point que j'ai dû me résigner à le prendre de flanc, attaquant ici et là un chapitre au gré de mes humeurs ou d'une question précise, jusqu'à ce que j'aie l'impression d'en avoir plus ou moins cerné le contenu.

On peut juger mauvais un livre qui ennue mais, s'il agace, il faudra en chercher la cause dans quelque différend d'ordre idéologique ; plus exactement en l'occurrence : d'ordre éthique. J'emprunte à Marcel Fournier une façon d'interpréter celui-ci : l'allergie de l'éthique académique à la « désinvolture des jeunes générations de chercheurs » qui « limitent leurs activités intellectuelles à l'exégèse de quelques textes ». (Marcel FOURNIER, « La fin d'un académisme », *R.S.*, XVIII, 2, 1977 :